



## Les colons, fer de lance de la politique israélienne ?

Par [Sylviane De Wangen](#)

Mondialisation.ca, 28 octobre 2005

Pour la Palestine n°47 24 octobre 2005

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le retrait israélien de la bande de Gaza a bien eu lieu durant l'été. Durant de longues semaines, il a bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnelle, soigneusement mise en scène et dramatisée par le gouvernement israélien - laissant envisager que sa réalisation pourrait être impossible.

Mais quand les opérations de démantèlement des colonies ont commencé, elles se sont déroulées en un temps record et sans incident réel. Ariel Sharon, soumis par son ami G.W. Bush à une obligation de résultat, en avait ainsi décidé. L'opinion publique mondiale a souvent découvert, à cette occasion, la capacité de mobilisation et l'efficacité des colons messianiques. Ces derniers ont mesuré, eux aussi, leur puissance. Ariel Sharon aura besoin, demain, pour réaliser son plan d'annexion en Cisjordanie, de ce mouvement qui contrôle aujourd'hui la quasi totalité des colonies. Cet article analyse son rôle en Palestine, son évolution et celle de ses liens avec le pouvoir politique israélien. Dans le prochain PLP, nous chercherons à évaluer les forces en présence, la place du mouvement des colons dans la société israélienne et son impact sur l'avenir de la Palestine.

L'histoire du mouvement des colons dans ses différentes ramifications est aussi celle de la colonisation de la Palestine par l'Etat d'Israël. C'est celle de ses relations intimes avec le mouvement sioniste et les gouvernements israéliens successifs. Ceux-ci ont tous en effet développé, dès le début, la colonisation des territoires palestiniens. Mais à côté d'une colonisation favorisée par d'importantes aides économiques permettant l'implantation d'un tissu dense de population dans les territoires occupés, en particulier dans et autour de Jérusalem, et à côté des discours officiels mixant rhétorique sécuritaire et discours bienveillants sur les « pionniers » du « Grand Israël », s'est aussi constitué un mouvement idéologique de colons. Comment ses branches les plus radicales veulent-elles transformer de façon « révolutionnaire » le projet national israélien et comment réagissent le monde politique et la société en Israël ? Des questions qui, de façon assez schizophrénique, touchent à la substance du projet national israélien, et à l'avenir de l'Etat d'Israël. Elles concernent par contrecoup aussi l'avenir des Palestiniens et de l'Etat de Palestine.

Quand le sionisme rencontre la religion

A l'origine, le mouvement sioniste se définit comme mouvement national, qui se veut moderne et a-religieux pour ne pas dire anti-religieux. Les religieux, askhénazes d'Europe orientale, le voient comme un ennemi cherchant à remplacer la religion par un projet national. Mais le premier grand rabbin de Palestine, Abraham Hacoen Kook (1865-1935) va, dans les années 30, représenter la synthèse entre sionisme et judaïsme religieux en faisant du sionisme, cette idéologie laïque qu'il voit comme « l'antichambre de l'ère messianique », « un élément de la théologie juive » [1]. Un certain pragmatisme a

caractérisé le mouvement sioniste ; s'il aspirait à établir un Etat sur un territoire plus étendu que celui du plan de partage ou même que l'actuel Etat d'Israël [2], s'est cependant imposée à lui l'idée de « conquête graduelle ». La « Déclaration d'indépendance » de l'Etat d'Israël se garde d'ailleurs de définir les frontières du nouvel Etat. La victoire israélienne du 10 juin 1967 met le pays dans un état d'euphorie ; Israël contrôle un territoire trois fois plus grand : tout le Sinaï et la bande de Gaza, le plateau du Golan et surtout la Cisjordanie et la partie orientale de Jérusalem. D'un côté, ils peuvent se rendre, sans d'ailleurs rencontrer l'hostilité des Palestiniens, dans tous les lieux saints de l'histoire juive ; de l'autre, la question de la colonisation de ce territoire occupé est aussitôt posée. La question démographique divise. Certains socialistes sionistes pensent qu'il faut garder une partie des territoires récemment conquis mais pas tous car ils craignent que la présence d'un grand nombre de Palestiniens fasse perdre à Israël - où reste une minorité de Palestiniens- son « caractère juif » voire l'entraîne vers un Etat bi-national. Le général Yigal Allon, personnalité militaire et politique travailliste (nommé peu après vice-Premier ministre), présente un plan de colonisation [3] dont les principes visent, au nom d'arguments sécuritaires, excepté la région de Jérusalem, les zones les moins densément peuplées. Des principes qui guideront les gouvernements travaillistes jusqu'à l'arrivée au pouvoir de la droite en 1977. Mais au sein de la mouvance socialiste, un mouvement s'oppose à toute partition de ce qu'il nomme le « Grand Israël », le « Mouvement pour le Grand Israël » qui exercera désormais une pression constante pour promouvoir la colonisation de toute la Cisjordanie. Les rares Israéliens qui, tel le professeur Yeshayahu Leibowitz, religieux orthodoxe respecté, prédisent dès le début le déclin moral et la perversion des « valeurs juives » si Israël occupe par la violence et contrôle un autre peuple, demeurent très isolés.



DR

La colonie de Kfar Darom (Gaza), transformée en forteresse, aujourd'hui évacuée

Au-delà du « débat » parmi les « laïcs », les étudiants d'une école talmudique, la yeshiva du

Mercav Harav, sous la direction de leur rabbin, Tsvi Yehuda Kook (1891-1982), fils du rabbin Abraham Kook, n'ont eue aucun doute. Pour Kook, « le retour en Eretz Israël, la terre d'Israël, même accompli par les Juifs les plus laïcs, est le premier stade de la rédemption. Les plus mécréants d'entre eux ne le savent pas, mais ils sont l'instrument de la volonté divine. Ainsi, l'Etat est 'sacré', comme l'institution chargée de la défendre, Tsahal, l'armée d'Israël. » [4] Pour eux, la rédemption complète repose sur trois piliers : le peuple (« le retour des exilés »), la terre (« Eretz Israël ») et la Torah. Une doctrine en rupture avec celle des juifs orthodoxes qui refusent de vouloir ainsi anticiper la venue du Messie et refusent l'autorité de l'Etat d'Israël. La conquête de 1967 apparaît à ces jeunes comme la réalisation de la prédiction de leur rabbin, un signe de Dieu qui leur impose de s'installer pour toujours dans « Eretz Israël ».

Le projet politique des dirigeants israéliens, à l'encontre de la légalité internationale, se heurte à la résistance palestinienne. Mais les religieux sionistes avec leur vision messianique de la conquête vont les aider. La colonisation de la Palestine se fonde sur une sorte de symbiose de fait entre une volonté politique « laïque » et une vision messianique.

#### Argument sécuritaire et fait accompli

Avant même l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 242 et peu après la publication du plan d'Yigal Allon, Hanan Porat et les étudiants de la yeshiva du Mercav Harav, obtiennent l'accord du Premier ministre Levi Eshkol pour créer (le 28 septembre) la première colonie en Cisjordanie : Kfar Etzion. Pour prévenir une protestation internationale, le gouvernement invoque des nécessités sécuritaires. Argument qui « sert » encore aujourd'hui. « L'acte fondateur de la colonisation idéologique était posé. » [5]

La deuxième étape se situe en avril 1968, au coeur de la ville arabe d'Hébron, où vit une dense population palestinienne. A l'initiative du rabbin Moshe Levinger, disciple du rabbin Kook. Les premières tentatives de convaincre le gouvernement ayant échoué, le rabbin Levinger choisit le fait accompli. Moshe Dayan, l'homme fort de la Guerre des Six jours et du gouvernement, n'accepte officiellement pas ce défi mais les colons sont soutenus par Yigal Allon. Une yeshiva est implantée dans les bâtiments du gouverneur militaire et, en 1970, une ville est créée juste à côté de la ville d'Hébron. C'est Kyriat Arba.

Alors que la bande de Gaza compte déjà 700 colons dans le cadre du plan Allon, la Cisjordanie est au début quasiment vide de colonies à l'exception du Goush Etzion et de Kyriat Arba. Le troisième objectif se situe au nord de la Cisjordanie et ils jettent leur dévolu sur la région de Naplouse où ils veulent implanter une colonie qu'ils appelleront Elon Moreh. Benny Katsover et Menahem Felix, colons de Kyriat Arba, recrutent un noyau dur de colons idéologiques et prennent des contacts tous azimuts avec les autorités gouvernementales et religieuses où ils rencontrent des oppositions y compris dans un premier temps du rabbin Kook. Ariel Sharon, commandant militaire de la région sud qui vient de quitter l'armée, leur apporte son soutien. En janvier 1974, le groupe s'installe sans autorisation, et Yitzhak Rabin les déloge dans un premier temps. Le groupe est rejoint par un nouveau mouvement, le « Goush Emounim » (« Bloc de la foi ») créé à Kfar Etzion le 30 janvier 1974 par Hanan Porat et Moshe Levinger au nom d'« un sionisme de rédemption en opposition au sionisme de refuge ». Il prendra le relais du « Mouvement pour le grand Israël » comme lobby de la colonisation. Le 8 décembre 1975, Rabin (dont Sharon vient d'être nommé conseiller à la sécurité) leur propose de s'installer dans le camp militaire de Kadoum. « Le Goush Emounim a appris les fondamentaux de sa lutte : le fait accompli, l'organisation, la détermination et le lobbying politique. » [6]



© Jérôme Equer, in Gaza, la vie en cage.  
Serres dans une colonie de Gaza

### La montée en puissance du Goush Emounim

En 1977, la droite arrive au pouvoir. Menahem Begin est contraint de signer les accords de Camp David de 1979 et d'évacuer les colonies du Sinaï. Il fait accepter l'accord par la droite contre la promesse de renforcer en Cisjordanie la colonisation qui s'est développée durant les gouvernements précédents selon les axes du plan Allon. Le gouvernement lance un nouveau programme de construction en Cisjordanie et institue des conseils chargés d'administrer les colonies dans le territoire palestinien. Leur direction est souvent assurée par le Goush Emounim, qui reçoit des fonds du gouvernement, lesquels transitent par l'Organisation sioniste mondiale. La colonisation fonctionne à plein régime, avec l'accord bienveillant de la Cour suprême. Une loi ottomane de 1858, reprise par les Britanniques, qui permet de déclarer « terre domaniale » toute terre non cultivée pendant trois ans consécutifs, ou éloignée de tout lieu d'habitation (avec une définition très extensive), sauvegarde une apparence de légalité. Selon l'organisation israélienne des droits humains, B'Tselem, 90% des colonies de Cisjordanie sont aujourd'hui installées sur des terres dites « domaniales ». Le Goush Emounim s'efface petit à petit devant le « Conseil des implantations juives, de Judée-Samarie et Gaza » (Yesha) créé en 1980 qui regroupe les élus des conseils régionaux et locaux et représente toutes les colonies. Certains de ses membres appartiennent à un organisme qui s'occupe de nouvelles constructions sur le terrain avec les colons religieux les plus déterminés, « Amana » dirigé par Zeev Hever, dit Zambish. Amana se charge de créer les faits accomplis sur le terrain, appelés « avant-postes illégaux », ensuite « protégés » et reliés aux réseaux d'eau et d'électricité par le gouvernement. [7]

Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture de Menahem Begin et soutien du Goush Emounim et du Conseil de Yesha, organise le transfert des fonds vers le département « implantations » de l'Organisation sioniste mondiale et gère les « terres domaniales ». Il met en oeuvre le plan Drobless, chef du département « implantations » de l'OSM, présenté en 1978, qui vise la construction de colonies à proximité des localités palestiniennes au coeur de la Cisjordanie. Aux colonies s'ajoute un réseau de routes qui assurent la liaison entre Israël et le territoire palestinien. Il s'agit d'« effacer la Ligne Verte ». Puis de construire un Mur dit de « séparation » qui en réalité annexe des terres palestiniennes... « Entre l'armée et les

colons, note Uri Avnery, une réelle symbiose s'est opérée. De nombreux colons sont officiers dans l'armée, l'armée a lourdement armé les colonies au nom de la 'défense territoriale'. Un effort soutenu a été fait par le camp national religieux pour infiltrer les rangs inférieurs, moyens et supérieurs du corps des officiers et pour combler la brèche laissée à gauche par les kiboutznik qui ont tout simplement disparu des rangs. La création de 'l'arrangement yeshivot', des unités homogènes qui obéissent à leurs rabbins nationaux religieux, a été une trahison des valeurs centrales de l'armée nationale – plus encore que l'exemption du service militaire obligatoire de dizaines de milliers d'élèves des séminaires orthodoxes » [8].

La dérive théocratique, et fascisante : de Kook à Kahana

C'est donc l'accord parfait entre le gouvernement, l'armée et les colons « idéologiques ». A côté des colonies dites « économiques », notamment celles implantées à la faveur du plan Allon, le travail idéologique est intense dans les colonies religieuses. Certains « laïcs » sont convertis à la pensée messianique. A Gaza comme en Cisjordanie, à l'exception des zones de la Ligne Verte, et d'une grande partie de Jérusalem, l'idéologie « religieuse » caractérise les colonies. Mais aussi la pensée « messianique » se radicalise, surtout depuis les années 90. Pour ses disciples, « les lois de Dieu sont au-dessus des lois de l'Etat » [9] : « Sans sacrifice pour Eretz Israël, il n'y aurait plus d'Eretz Israël », « Mourir pour Dieu et la terre d'Israël, en combattant, c'est une élévation » [10]. Et les thèses de Meir Kahana, rabbin prédicateur raciste, font leur chemin. Fondateur du mouvement Kach (« C'est ainsi ») – déclaré illégal en Israël – Kahana, assassiné à New-York en 1990, prônait la sanctification du nom de Dieu par la violence, l'expulsion ou, à défaut, l'assassinat, des « non Juifs » (en premier lieu les Arabes) vivant en Israël et dans le territoire palestinien ainsi que l'instauration d'une théocratie. Un mouvement fasciste et actif, même si très minoritaire. En particulier en sont issus Baroukh Golstein, l'auteur du massacre de la mosquée du tombeau d'Abraham à Hébron en février 1994, et ceux que l'on appelle aujourd'hui les « gens des collines », parmi lesquels surtout des jeunes. Ils prônent la « vengeance » dans le sang. Des posters portant le portrait de Kahana sont affichés un peu partout en Israël même, des inscriptions « mort aux Arabes » fleurissent. « Parmi les colons, le noyau dur des extrémistes est en Samarie, pas au Goush Katif... Tsahal et la police sont vus par ces 'gens des collines' comme les représentants d'un pouvoir ennemi. » [11].

La société israélienne face à cette dérive

Pour cette mouvance, le retrait des colonies israéliennes de la bande de Gaza était un crime. D'où les appels à la désobéissance, voire les menaces, les insultes contre l'Etat et contre les soldats, ce qui fait écrire à Zvi Bar'el : « Le peuple d'Israël, depuis la création de l'Etat, a dans son immense majorité fait du jeu politique le champ de bataille légitime. Une armée juive secrète ? Les Fidèles du Mont du Temple ? La jeunesse des collines ? Des assassins juifs ? Ceux-là étaient à la marge de la marge, une marge hallucinée et délirante. Mais que faire si cette marge se met en branle,... Que faire si ce sont aujourd'hui des 'citoyens compatissants' comme le leader des colons Pinhas Wallenstein ou le député d'extrême droite Zvi Hendel qui jouent le rôle habituellement joué par les dingues ? Que faire quand l'extrémisme devient le centre ? » [12] Malgré la place dont ils ont bénéficié dans les médias publics israéliens, malgré le matraquage médiatique en leur faveur, ces extrémistes n'ont pas été suivis. Et de nombreuses voix s'élèvent pour mettre en garde contre un risque de dérive : malgré sa qualification d'« organisation terroriste » et son interdiction, le Kach conserve toute latitude pour poursuivre son action illégale.

Uri Avnery, lui, se souvient : « Au cours des dernières années de la République allemande de

Weimar, une de ses caractéristiques a été l'attitude tolérante des tribunaux envers les voyous nazis qui provoquaient des émeutes, frappaient les passants à l'air juif, organisaient des batailles de rue avec les communistes, blessaient et tuaient. Ceux-ci s'en tiraient invariablement avec des peines légères. Les juges les traitaient de bons garçons égarés, de vrais patriotes qui en faisaient trop. Les antinazis, en revanche, quand ils étaient accusés du même comportement, étaient sévèrement punis. » [13] Et de comparer cette situation avec celle d'Israël aujourd'hui. Qu'en sera-t-il demain ? Soit le retrait de Gaza devient un premier pas vers une poursuite du démantèlement des colonies, et l'espoir est encore permis. Soit au contraire, comme Ariel Sharon le dit, il s'agit d'assurer l'emprise israélienne en Cisjordanie. Et il aura encore besoin des colons idéologiques messianiques gangrenés par les extrémistes kahanistes. Et le pire est alors à attendre pour les Palestiniens, mais aussi pour l'Etat d'Israël lui-même.

Sylviane de Wangen

[1] Voir : Cahier de formation n°10 de l'AFPS : compte-rendu de la conférence du 20 mars 2003 de Michel Warshawski.

[2] Avec la Cisjordanie, la bande de Gaza, une partie du Liban, une partie de la Syrie dont le plateau du Golan, une partie de la Jordanie et une partie du Sinaï en Egypte.

[3] Il prévoit une frontière sécuritaire à l'est (dont la vallée du Jourdain) d'une vingtaine de kilomètres. Il concerne aussi la région de Jérusalem qui avait été annexée de facto dès le 28 juin 1967, le tracé de la Ligne verte, la bande de Gaza, le plateau du Golan où, dès juillet 1967, les premières colonies sont autorisées et une partie du Sinaï.

[4] Qui sont les colons ? de Claire Snegaroff et Michel Blum, Editions Flammarion, Paris 2005, p. 21

[5] Ibid p. 29

[6] Ibid p. 42

[7] cf. l'article de Uri Avneri 26 mars 2005 « Pavé de mauvaises intentions ». Le rapport que l'avocate Talia Sasson, commandé par Ariel Sharon lui même et remis en mars 2005, « établit que tous les avant-postes ont été installés illégalement et que tous les ministères du gouvernement et les départements de l'Organisation sioniste ont coopéré, violant la loi allègrement. Alors que s'est-il passé ? Rien. Personne n'a été poursuivi. A peine né, le rapport a été enterré ».

[8] 13 août 2005 « Un miracle de la ruse »

[9] Qui sont les colons ?, cf. supra

[10] ibid

[11] Haaretz du 24 novembre 2004 : « Il est temps d'agir contre les extrémistes » de Ze'ev Schiff

[12] Haaretz du 30 juillet 2005 « Les colons déclarent la guerre à l'Etat d'Israël » - Traduction : La Paix Maintenant

[13] 28 mai 2005 « Les colons font monter les enchères ».

La source originale de cet article est Pour la Palestine n°47  
Copyright © [Sylviane De Wangen](#), Pour la Palestine n°47, 2005

---

Articles Par : **[Sylviane De Wangen](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)